

une occasion de désintoxiquer l'atmosphère, tandis que pour Braun et de Waha c'était «un défi» à l'adresse de la majorité de la Chambre. Aussi Welter avisa-t-il Mongenast qu'il l'interpellerait en séance publique. Le directeur-général, qui disait se trouver dans une situation difficile «parce qu'on le combattait de toutes les manières», insista auprès du chef socialiste pour qu'il n'en fit rien.

Pendant la session 1912/13 on discuta le projet de loi sur l'impôt mobilier. Dans la séance du 11. 3. 1913, après avoir entendu les députés de la Ville de Luxembourg revendiquer pour la capitale une part du produit des chemins de fer dont la Gare centrale se trouvait sur le territoire de Hollerich, Michel Welter en tira la conclusion qu'il fallait fusionner les localités de Hollerich et Luxembourg.<sup>18)</sup>

En avril 1913 le docteur Welter note avec la plus grande satisfaction la démission du député Prum. C'est à dessein – et pour réfuter le reproche que m'a adressé certain critique de faire de la polémique (!)<sup>19)</sup> – que je n'ai pas trop insisté sur les mauvais rapports qui existaient entre Welter et Prum, véritables ennemis. Le lecteur peut me croire sur parole si je lui confie qu'en rédigeant la présente étude j'ai déjà eu assez de peine de rester objectif pour ne pas envenimer – par la reproduction textuelle d'une terminologie un peu particulière – des situations qui sont encore trop présentes à l'esprit des protagonistes de l'époque et qui sont encore en vie.

Dans nos biographies consacrées au docteur Auguste Flesch et au maître de forges Léon Metz nous avons parlé de la plainte adressée le 1. 10. 1913 au procureur d'Etat par les députés libéraux et socialistes du canton d'Esch et tendant à intenter des poursuites contre l'évêque de Luxembourg, du fait de calomnies (discours prononcé à Metz). Comme le nom du docteur Welter figure également sur la liste de ceux qui se disaient offensés, nous devons mentionner ici ladite pièce, mais nous ne le faisons que pour mémoire.